

ANNUAIRE FRANÇAIS  
DE  
RELATIONS  
INTERNATIONALES

2018

Volume XIX

**PUBLICATION COURONNÉE PAR  
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

*(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)*



Université Panthéon-Assas  
Centre Thucydide

# LA POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE DES ETATS-UNIS A L'ERE TRUMP

PAR

ANDREW EIL (\*)

La victoire inattendue du président Donald Trump dans les urnes en novembre 2016 a marqué le début d'un éloignement spectaculaire vis-à-vis de la protection affichée de l'environnement et de l'approche proactive d'atténuation du changement climatique qui avaient défini la politique fédérale des Etats-Unis pendant les deux mandats du président Obama. Dans le droit fil des administrations présidentielles républicaines antérieures, Trump s'est fait l'avocat de la dérégulation et du soutien de l'industrie, particulièrement celle des énergies fossiles. Le président Trump est allé plus loin que les administrations républicaines qui l'ont récemment précédé, dans le rejet des recherches scientifiques sur le changement climatique et les attaques des réalisations héritées du président précédent. Il a vigoureusement tenté d'affaiblir et de démanteler l'appareil réglementaire et administratif du gouvernement fédéral pour le changement climatique, l'énergie propre, la protection de l'environnement et la diplomatie. Certains gestes, tels que l'annonce de la suppression du Plan pour une énergie propre (Clean Power Plan, la pièce maîtresse de l'administration Obama en termes de politique intérieure face au changement climatique) et le retrait de l'Accord de Paris ont fait grand bruit. Cependant, cette tentative rapide et agressive d'annihilation des politiques de protection de l'environnement s'est déroulée majoritairement dans les coulisses, sans que le grand public en ait véritablement connaissance. En fin de compte, ces décisions administratives et réglementaires dans l'ombre caractériseront l'héritage de Trump et affecteront l'environnement aux Etats-Unis et dans le monde, tout autant, sinon plus, que ses déclarations publiques sur l'Accord de Paris et sa négation du changement climatique.

## LES OPINIONS DE TRUMP SUR L'ENERGIE ET L'ENVIRONNEMENT

Le candidat Trump s'est rangé fermement aux côtés de l'industrie des énergies fossiles, en particulier du charbon, dans le cadre d'un effort plus vaste d'alignement avec la classe ouvrière du cœur des Etats-Unis (zone équivalente, plus ou moins, aux régions non côtières des Grandes Plaines,

(\*) Consultant indépendant (New York, Etats-Unis), spécialiste du changement climatique, des politiques d'énergie propre, l'investissement à impact social (*impact investing*) et le développement international.

du Midwest et du Sud supérieur). Sa campagne a cultivé une stratégie politique maniée avec succès par la candidate républicaine à la vice-présidence en 2008, Sarah Palin, gouverneure de l'Alaska, dont le refrain « Drill, baby, drill ! » (« Creuse, mon petit, creuse ! »), encouragement enthousiaste à l'extraction pétrolière, est devenu un slogan phare dans bon nombre de réunions électorales (1).

Le candidat Trump a accueilli avidement le soutien de Sarah Palin. Cette dernière a d'ailleurs fait revivre sa phrase de campagne préférée lors d'une passation de pouvoir symbolique à Trump pendant un meeting en janvier 2016. L'attachement de Trump aux énergies fossiles s'est paré d'une teneur légèrement différente, se ciblant plutôt sur les mineurs de charbon, vus comme le sel de la terre des Etats-Unis, censément spoliés par des figures malfaisantes telles que les immigrants, la Chine et les régulateurs démocrates trop zélés. En gage de soutien à ces laissés-pour-compte, il rendrait à l'Amérique sa grandeur – le fameux « Make America great again ». Trump a orchestré de fréquentes apparitions avec les mineurs au gré de sa campagne et, depuis son investiture, dans des déplacements officiels et à la Maison-Blanche. Le candidat a gagné le soutien particulièrement fort et assez inattendu des électeurs du Midwest et des Appalaches, où les emplois dans l'industrie ont connu un déclin rapide et où l'industrie du charbon, bien que fortement réduite, sert de rappel nostalgique des prouesses industrielles de la région au temps jadis. Son attachement envers les mineurs de charbon a peut-être été le geste le plus efficace de Trump pour se positionner comme un homme du peuple, anti-*establishment* de Washington, anti-régulations et contre l'élite. Et pourtant, malgré toutes ses promesses de faire revenir les emplois, sa défense musclée de l'énergie et de l'industrie des carburants fossiles s'est toujours apparentée à une posture, destinée aux électeurs des classes laborieuses, une manière de se faire bien voir par les titans ultra-conservateurs et gros donateurs du Parti républicain. Trump a suivi son penchant naturel pour les magnats bruts de décoffrage tels que lui, dont la culture est bien différente de celle des progressistes des deux côtes. Par exemple, les chefs d'entreprises fortunés issus du Texas ou du Midwest figurent en bonne place dans son cabinet ministériel, y compris le secrétaire du Commerce Wilbur Ross, la secrétaire de l'Education Betsy DeVos, le secrétaire d'Etat Rex Tillerson et Andrew Puzder, initialement désigné Secrétaire du travail (2).

Profondément imprégné par l'esprit de clan, prompt à faire pleuvoir des témoignages d'approbation sur sa famille, ses soutiens et ses admirateurs,

(1) Huma KHAN, « Sarah Palin on BP oil spill: 'we need to keep drilling' » ABC News, 14 mai 2010, disponible sur le site Internet [abcnews.go.com/Politics/sarah-palin-drilling-bp-oil-spill/story?id=10649211](http://abcnews.go.com/Politics/sarah-palin-drilling-bp-oil-spill/story?id=10649211).

(2) Katie HERZOG, « Sarah Palin endorses Donald Trump, resurrects 'Drill, Baby, Drill Theme' », 19 janv. 2016, Grist.com, disponible sur le site Internet [grist.org/article/sarah-palin-endorses-donald-trump-resurrects-drill-baby-drill-theme/](http://grist.org/article/sarah-palin-endorses-donald-trump-resurrects-drill-baby-drill-theme/). Cf. « Coal waste resolution signing ceremony », 16 fév. 2017, disponible sur le site Internet [www.c-span.org/video/?424143-1/president-trump-signs-resolution-rolling-coal-mining-waste-regulation](http://www.c-span.org/video/?424143-1/president-trump-signs-resolution-rolling-coal-mining-waste-regulation).

le président Trump n'a pas cherché à masquer sa prédilection pour les grands hommes d'affaires aux airs de durs. Il gravite non pas vers le credo républicain du marché du « libre » échange, mais plutôt vers des politiques corporatistes soutenant non seulement la dérégulation, mais aussi une protection des échanges commerciaux pour les industries nationales et des politiques favorables aux entreprises pour la fiscalité et la main-d'œuvre. Ces tendances naturelles, associées à un mépris soigneusement cultivé pour les professionnels bien éduqués, leur expertise, leurs analyses et leurs valeurs, ont nourri ses politiques anti-environnementales, dont la portée s'étend bien au-delà des demandes de sa base électorale.

En fait, l'attitude de Trump s'enracine dans un désir de défaire ce que le président Barack Obama a accompli et d'humilier ceux qu'il perçoit comme ses ennemis, autant d'objectifs qui font de la destruction du programme libéral une fin en soi. Avec un tel but, le président Trump s'inscrivait pleinement dans l'orientation des électeurs républicains friands de Fox News et de leurs représentants les plus conservateurs, dont les positions sur toute question au cours des années Obama pouvait être déduites non pas par leur adhésion à une idéologie, mais selon leur potentiel de tracasserie pour le président Obama et ses alliés libéraux. Pour cette raison et pendant toute la durée des mandats du quarante-quatrième président, les Républicains au Congrès se sont opposés aux initiatives politiques du Président avec des racines légitimement conservatrices, y compris des mesures de plafonnement et de compensation contre le changement climatique, l'élément de soi-disant « mandat individuel » – exigence légale de payer une assurance santé – de la réforme de la sécurité sociale, la promotion des énergies renouvelables et l'assistance à l'OPIC (Overseas Private Investment Corporation ou Corporation d'investissements privés à l'étranger), une banque d'Etat défendant les intérêts commerciaux des Etats-Unis à l'étranger.

#### LES MEMBRES DU CABINET : UNE ALLIANCE AVEC LES INDUSTRIELS

Pendant la période de transition suivant son élection, l'engagement vague du président Trump envers les carburants fossiles s'est transmué en croisade unifiée de l'ensemble du gouvernement fédéral pour les intérêts de l'industrie. Les choix d'attribution du Président aux postes-clefs dans toute son administration reflètent cet élan puissant en faveur d'une dérégulation environnementale du secteur et de la promotion des carburants fossiles. Dans la foulée de ses premières nominations à son cabinet et à d'autres postes de direction dans l'administration, Kathleen Sgamma, présidente du groupe Western Energy Alliance pour le commerce du pétrole et de

gaz, s'est exclamée : « *même dans nos rêves les plus fous, nous n'avions pas imaginé tout obtenir* » (3).

Le choix la plus emblématique fut celui de Scott Pruitt en tant qu'administrateur de l'Agence pour la protection de l'environnement (Environmental Protection Agency, EPA). S. Pruitt était précédemment procureur général de l'Etat d'Oklahoma, l'un des plus grands producteurs de pétrole du pays. Dans son ancien poste, il s'était fait un nom en traînant en justice l'EPA fédérale plus d'une douzaine de fois et pour avoir dirigé des colloques d'autres procureurs étatiques avec des représentants de grands secteurs pour les réglementer avec ostentation tout en servant assidûment leurs intérêts en sous-main (4). Le *New York Times* a publié un portrait de S. Pruitt en décembre 2014, deux ans avant qu'il n'intègre l'administration Trump, et exposé avec forces preuves ces liens secrets (5). Il apparaît que S. Pruitt et d'autres hauts fonctionnaires du gouvernement remettaient en question des réglementations de l'EPA fédérale et en proposaient de nouvelles par des lettres rédigées, en réalité, par des représentants du secteur du pétrole et du gaz. En février 2017, peu de temps après sa confirmation au poste d'administrateur de l'EPA, l'étroitesse de ces liens a fait l'objet d'un nouvel article contenant des courriels directs échangés avec des sociétés d'énergie fossile et des groupes d'intérêts politiques ciblés sur la dérégulation (6).

S. Pruitt, le fonctionnaire le plus âgé du pays, s'est fait remarquer par son refus de reconnaître le CO2 comme cause principale du changement climatique lors de son audience de confirmation au Sénat en janvier 2017, puis par sa dénégation explicite du lien de causalité dans l'un de ses premiers entretiens publics en tant qu'administrateur de l'EPA en mars 2017 (7).

Rick Perry, ancien gouverneur de l'Etat du Texas est devenu Secrétaire de l'Energie. R. Perry encourage depuis longtemps la production de pétrole et de gaz au Texas. Cet Etat a les plus grandes réserves de pétrole du pays, la production de pétrole et de gaz la plus élevée et le bassin de production pétrolière le plus grand du Permian. Véritable géant dans le domaine, le

(3) David ROBERTS, « Donald Trump is handing the federal government over to fossil fuel interests », Vox.com, 14 juin 2017, disponible sur le site Internet [www.vox.com/energy-and-environment/2017/6/13/15681498/trump-government-fossil-fuels](http://www.vox.com/energy-and-environment/2017/6/13/15681498/trump-government-fossil-fuels).

(4) « Scott Pruitt's web of fundraising and lawsuits », disponible sur le site Internet [www.edfaction.org/scott-pruitts-web-fundraising-and-lawsuits](http://www.edfaction.org/scott-pruitts-web-fundraising-and-lawsuits).

(5) Eric LIPTON, « Energy firms in secretive alliance with attorneys general », *New York Times*, 6 déc. 2014, disponible sur le site Internet [www.nytimes.com/2014/12/07/us/politics/energy-firms-in-secretive-alliance-with-attorneys-general.html](http://www.nytimes.com/2014/12/07/us/politics/energy-firms-in-secretive-alliance-with-attorneys-general.html).

(6) Coral DAVENPORT / Eric LIPTON, « The Pruitt emails: EPA chief was arm in arm with industry. », *New York Times*, 22 fév. 2017, disponible sur le site Internet [www.nytimes.com/2017/02/22/us/politics/scott-pruitt-environmental-protection-agency.html?\\_r=0](http://www.nytimes.com/2017/02/22/us/politics/scott-pruitt-environmental-protection-agency.html?_r=0).

(7) Erinn KELLY, « EPA nominee Pruitt contradicts Trump claim that climate change is a hoax », *USA Today*, 18 janv. 2017, disponible sur le site Internet [www.usatoday.com/story/news/politics/2017/01/18/epa-nominee-scott-pruitt-confirmation-hearing/96679106/](http://www.usatoday.com/story/news/politics/2017/01/18/epa-nominee-scott-pruitt-confirmation-hearing/96679106/) ; Doina CHIACU / Valerie VOLCOVICI, « EPA chief unconvinced on CO2 link to global warming », Reuters, 9 mars 2017, disponible sur le site Internet [www.reuters.com/article/us-usa-epa-pruitt/epa-chief-unconvinced-on-co2-link-to-global-warming-idUSKBN16G1XX](http://www.reuters.com/article/us-usa-epa-pruitt/epa-chief-unconvinced-on-co2-link-to-global-warming-idUSKBN16G1XX).

Texas produit également 20% de l'énergie du pays, environ deux fois plus que le deuxième Etat producteur (8). Quand R. Perry s'est vu proposer le poste de Secrétaire de l'Energie par le président Trump en janvier, il aurait accepté en étant « *convaincu d'adopter un rôle d'ambassadeur mondial du secteur américain du pétrole et du gaz, qu'il avait longtemps défendu dans son Etat d'origine* » (9).

Ryan Zinke, ancien représentant du Montana au Congrès, est Secrétaire de l'Intérieur. Pendant son mandat au Congrès, il s'est vu décerner un score moyen de 4% sur les questions liées à l'environnement par la League of Conservation Voters, un groupe de défense de l'environnement. Ce score, l'un des plus bas possibles, reflète des douzaines de votes sur des questions relevant depuis de ses responsabilités au ministère de l'Intérieur, y compris la gestion des territoires publics, la protection des espèces menacées, la location des territoires publics pour l'extraction des carburants fossiles et la régulation de la pollution résultant desdites locations (10).

En octobre 2017, le président Trump a nommé Kathleen Hartnett White à la direction du Council on Environmental Quality (Conseil pour la qualité de l'environnement, CEQ), le principal organe de supervision environnemental de la Maison-Blanche. Ancienne fonctionnaire du Texas sans formation en sciences de l'environnement, K. H. White nie le réchauffement climatique et défend assidûment les énergies fossiles et la dérégulation du secteur. Parce qu'elle récusé depuis longtemps les recherches scientifiques sur le changement climatique, sa désignation a fait l'objet d'une lettre ouverte de protestation par 300 scientifiques, avant son audience de confirmation en novembre 2017 (11). En octobre 2017, le président Trump a également nommé Andrew Wheeler, ancien lobbyiste pour l'industrie du charbon, au deuxième poste le plus important de l'EPA (12). Dans le cadre de son travail sur la législation relative à l'énergie entre 2009 et 2017, A. Wheeler a représenté les intérêts de Murray Energy, l'une des plus grandes sociétés charbonnières des Etats-Unis. Le sénateur démocrate Sheldon Whitehouse considère des liens aussi étroits avec les sociétés réglementées par l'EPA comme « *disqualifiants* » puisque exprimant un conflit d'intérêts (13).

(8) Alexander KENT, « The 10 most oil-rich states », *USA Today*, 18 juil. 2015, disponible sur le site Internet [www.usatoday.com/story/money/business/2015/07/17/24-7-wall-st-oil-rich-states/30307203/](http://www.usatoday.com/story/money/business/2015/07/17/24-7-wall-st-oil-rich-states/30307203/) ; Agence d'information sur l'énergie (Energy Information Administration, EIA), « US overview », 2017, disponible sur le site Internet [www.eia.gov/state/?sid=US](http://www.eia.gov/state/?sid=US) (consulté le 30 novembre 2017).

(9) Mallory SHELBOURNE, « Rick Perry misunderstood Energy Secretary job: report », *The Hill*, 18 jan. 2017, disponible sur le site Internet [thehill.com/policy/energy-environment/315005-rick-perry-misunderstood-energy-secretary-job-report](http://thehill.com/policy/energy-environment/315005-rick-perry-misunderstood-energy-secretary-job-report).

(10) League of Conservation Voters, « National environmental scorecard: representative Ryan Zinke (R) », 2017, disponible à l'adresse Internet [scorecard.lcv.org/moc/ryan-zinke](http://scorecard.lcv.org/moc/ryan-zinke) (consulté le 7 décembre 2017).

(11) « 300 scientists oppose Trump nominee: 'more dangerous than climate change is lying' », *Inside Climate News*, 29 nov. 2017, disponible à l'adresse Internet [insideclimatenews.org/news/28112017/kathleen-hartnett-white-senate-confirmation-ceq-vote-trump-climate-change-carbon-dioxide](http://insideclimatenews.org/news/28112017/kathleen-hartnett-white-senate-confirmation-ceq-vote-trump-climate-change-carbon-dioxide).

(12) Lisa FRIEDMAN, « Trump nominates a coal lobbyist to be no. 2 at EPA », *New York Times* 5 oct. 2017, disponible sur le site Internet [www.nytimes.com/2017/10/05/climate/trump-epa-andrew-wheeler.html](http://www.nytimes.com/2017/10/05/climate/trump-epa-andrew-wheeler.html).

(13) *Id.*

Des nominations du même acabit se sont multipliées aux postes les plus élevés du gouvernement. Le président Trump a désigné David Bernhardt secrétaire adjoint du Département de l'Intérieur. Il s'agit d'un rôle important pour gérer la politique énergétique et environnementale et superviser les détentions de territoires fédéraux. D. Bernhardt, confirmé par le Sénat dirigé par les Républicains en juillet, a une longue expérience dans le *lobbying* pour le pétrole, le gaz, le commerce agricole et les sociétés minières. L'administration Trump a choisi Daniel Simmons, « *un universitaire conservateur remettant vivement en question la valeur de la promotion des sources d'énergie renouvelables et des réductions d'émissions de gaz à effet de serre* » à la tête du Bureau de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables (Office of Energy Efficiency and Renewable Energy, EERE) du Département de l'Énergie (14). Cet organisme est chargé de promouvoir les énergies renouvelables (15).

Une analyse portant sur plus de 500 personnes nommées à des postes politiques a révélé que plus de 60 d'entre elles étaient des lobbyistes confirmés. Une autre étude indépendante de 88 fonctionnaires de l'administration Trump à des postes liés à l'environnement ou l'énergie a montré que (16) plus de la moitié (50/88, soit 57%) des titulaires semblaient dépourvus d'expertise et/ou d'expérience directement pertinente pour les missions fondamentales des départements et agences qu'ils ont rejoints... Cette tendance apparaît le plus clairement dans l'EPA, où seuls 2 des 11 personnes désignées ont une expérience associée à la protection ou à la réglementation environnementale. Plus d'un quart des mandataires ont des liens étroits avec l'industrie des carburants fossiles (25/88, soit 28%) (17).

La nomination de Sam Clovis peut être considérée comme typique de l'administration Trump. S. Clovis, directeur senior de la campagne présidentielle, a été désigné par le Président comme expert scientifique en chef du Département de l'Agriculture « *bien qu'il n'ait pas de formation scientifique* ». Plus tard, il a retiré sa candidature pour des raisons

(14) Jesse PAUL, « Colorado's David Bernhardt, Trump's nominee for Interior Department post, is confirmed by Senate », *Denver Post*, 24 juillet 2017, disponible sur le site Internet [www.denverpost.com/2017/07/24/david-bernhardt-confirmed-interior-department/](http://www.denverpost.com/2017/07/24/david-bernhardt-confirmed-interior-department/).

(15) Juliet EILPERIN / Dennis BRADY, « Trump puts critic of renewable energy in charge of renewable energy office », *Washington Post*, 2 mai 2017, disponible à l'adresse Internet [www.washingtonpost.com/news/energy-environment/wp/2017/05/02/trump-appoints-critic-of-renewable-subsidies-as-acting-head-of-doe-renewable-energy-office/?utm\\_term=.a8f4aece1c00](http://www.washingtonpost.com/news/energy-environment/wp/2017/05/02/trump-appoints-critic-of-renewable-subsidies-as-acting-head-of-doe-renewable-energy-office/?utm_term=.a8f4aece1c00).

(16) Derek KRAVITZ / Isaac ARNSDORF / Marina AFFO, « Lifting the veil on another batch of shadowy Trump appointees » ProPublica, 31 août 2017, disponible à l'adresse Internet [www.propublica.org/article/lifting-the-veil-on-another-batch-of-shadowy-trump-appointees](http://www.propublica.org/article/lifting-the-veil-on-another-batch-of-shadowy-trump-appointees).

(17) Jessica WENTZ, « Trump appointees at environmental, energy and natural resource management agencies: not much expertise, plenty of fossil fuel connections », Blog Climate Law, Sabin Center for Climate Change Law, 10 avr. 2017, disponible à l'adresse Internet [blogs.law.columbia.edu/climatechange/2017/04/10/trump-appointees-at-environmental-energy-and-natural-resource-management-agencies-not-much-expertise-plenty-of-fossil-fuel-connections/?mc\\_cid=7ee5454245&mc\\_eid=fb49c7263a](https://blogs.law.columbia.edu/climatechange/2017/04/10/trump-appointees-at-environmental-energy-and-natural-resource-management-agencies-not-much-expertise-plenty-of-fossil-fuel-connections/?mc_cid=7ee5454245&mc_eid=fb49c7263a).



extérieures (18). Une analyse, conduite en décembre 2017 par l'Associated Press et portant sur 43 postes politiques de haut niveau liés à la science, à la santé et l'environnement, a révélé que près de 60% des personnes désignées par Trump n'avaient pas de diplôme supérieur scientifique, une forte hausse par rapport aux chiffres de l'administration Obama (19).

#### DÉMANTÈLEMENT DES RÉGLEMENTATIONS ET REJET DES POLITIQUES DE LA PRÉSIDENTICE D'OBAMA

Dès l'orée de sa campagne présidentielle, le candidat Trump a annoncé sa mission de supprimer les réglementations sur l'énergie et l'environnement. Lors d'une conférence en septembre 2016 sur le gaz de schiste, Trump s'est engagé à défaire des politiques d'Obama, « *y compris ouvrir les territoires fédéraux et les zones off-shore pour l'exploration et la production de pétrole et de gaz, abroger un moratoire sur les nouvelles locations de mines de charbon sur les territoires fédéraux et supprimer des règles protégeant les rivières de l'extraction du charbon, les voies d'eaux et les marais de l'industrie en règle générale. De plus, Trump [a déclaré] qu'il éliminerait le Plan pour une énergie propre (Clean Power Plan), la proposition ambitieuse et contestée de l'administration Obama de réduire les émissions de gaz à effet de serre des centrales nucléaires* ». En fait, il apparaît que le président Trump semble déterminé à défaire la plupart des dispositions majeures du grand Plan national d'action pour le climat (Climate Action Plan) annoncé par le président Obama en 2013 (20). Il a abrogé à grand bruit le Plan d'action pour le climat en mars 2017. Ce plan incluait la réduction des émissions de carbone des centrales nucléaires et du secteur des transports, la réduction des émissions de méthane de secteurs comme la production de pétrole et de gaz et la réduction des déchets énergétiques grâce à des mesures d'efficacité (21).

Le président Trump a fait de la suppression des réglementations une caractéristique de son administration (22). Dans l'une des premières apparitions publiques de sa présidence, il a signé une ordonnance exécutive du 30 janvier en vue d'une dérégulation à grande échelle dans l'ensemble du gouvernement fédéral. « *Alors qu'il signait une ordonnance exécutive*

(18) Evan PEREZ / Jeff ZELENY / Manu RAJU / Dan MERICA, « Trump nominee for top Agriculture post withdraws amid Russia probe », CNN.com, 2 nov. 2017, disponible sur le site Internet [www.cnn.com/2017/11/02/politics/sam-clovis-department-of-agriculture/index.html](http://www.cnn.com/2017/11/02/politics/sam-clovis-department-of-agriculture/index.html).

(19) Seth BORENSTEIN, « Trump science job nominees missing advanced science degrees », Associated Press, 5 déc. 2017, disponible sur le site Internet [apnews.com/fe357285cc2d491abfa5cc0d817603ba](http://apnews.com/fe357285cc2d491abfa5cc0d817603ba).

(20) Katie FEHRENBACHER, « How Donald Trump's energy policies are all about removing regulations », *Fortune*, 26 sept. 2016, disponible sur le site Internet [fortune.com/2016/09/26/donald-trumps-energy-policy/](http://fortune.com/2016/09/26/donald-trumps-energy-policy/).

(21) Bureau exécutif du Président, « The President's Climate Action Plan », juin 2013, disponible sur le site Internet [obamawhitehouse.archives.gov/sites/default/files/image/president27climateactionplan.pdf](http://obamawhitehouse.archives.gov/sites/default/files/image/president27climateactionplan.pdf).

(22) Brendan GREELEY, « Trump's new math on old regulations », *Bloomberg BusinessWeek*, 9 fév. 2017, disponible sur le site Internet [www.bloomberg.com/news/articles/2017-02-09/trump-s-new-math-on-old-regulations](http://www.bloomberg.com/news/articles/2017-02-09/trump-s-new-math-on-old-regulations).



dans le Bureau ovale, entouré de chefs de petites entreprises, Trump a déclaré que cette dernière mènerait à 'la plus grande coupe, et de loin, en termes de régulations' ». S'écartant du précédent d'analyses méticuleuses coûts-bénéfices des régulations existantes et proposées, sous l'administration Trump « les agences fédérales ont pour instruction de prendre uniquement en compte les coûts de la réglementation. Les réglementations peuvent avoir des bénéfices, mais aux fins de l'ordonnance exécutive, ces derniers n'ont aucune importance ». Un indicateur de la politique relative au changement climatique de l'administration Trump – lorsque les mesures n'ont pas été supprimées ou mises complètement de côté, habituellement pour des contraintes législatives – a été la baisse spectaculaire du coût social du carbone, du coût environnemental notionnel d'une tonne de CO2 rejetée dans l'atmosphère, la base du calcul du coût des émissions de gaz à effet de serre (23). Pour justifier la suppression des réglementations liées au changement climatique, l'EPA, sous l'administration Trump, a réduit l'estimation de l'administration Obama, centrée autour de 45 \$ la tonne, d'environ 90%, soit à une valeur située « quelque part entre 1 et 6 \$ » (24). Très peu d'économistes reconnus soutiennent que les coûts sociaux des émissions de gaz à effet de serre sont si faibles, une valeur excluant notamment les impacts hors des Etats-Unis (25).

Tout au long de l'année 2017, le président Trump a savouré les opportunités d'étaler publiquement sa croisade contre les actions de la présidence Obama pour la protection de l'environnement, tenant ainsi ses promesses de campagne. Le 28 mars, le président Trump a signé l'« ordonnance exécutive relative à la promotion de l'indépendance énergétique et de la croissance économique », par laquelle il a demandé au gouvernement de revoir le Plan pour une énergie propre, de supprimer le Plan d'action pour le climat de l'administration Obama et d'annuler plusieurs autres ordonnances exécutives des mandats d'Obama (26). Dans un moment de relâchement, lors d'un rallye de campagne en Alabama, au mois de septembre, Trump s'est vanté : « Vous avez vu ce que j'ai fait à ce [Plan pour une énergie propre] ? *Boum. Fini.* » (27). Le 31 mai, le président Trump a annoncé qu'il ferait sortir les Etats-Unis de l'Accord de Paris sur le changement climatique. Et, le 9 octobre, l'administrateur Pruitt a annoncé officiellement l'intention de l'EPA d'abroger le Plan pour une

(23) *Id.*

(24) Jason BORDOFF, « Trump vs. Obama on the social cost of carbon—and why it matters » *Wall Street Journal*, 15 nov. 2017, disponible sur le site Internet [blogs.wsj.com/experts/2017/11/15/trump-vs-obama-on-the-social-cost-of-carbon-and-why-it-matters/](https://blogs.wsj.com/experts/2017/11/15/trump-vs-obama-on-the-social-cost-of-carbon-and-why-it-matters/).

(25) Niina HEIKKINEN, « EPA revises the social cost of a potent greenhouse gas », *ClimateWire*, 20 nov. 2017, disponible sur le site Internet [www.scientificamerican.com/article/epa-revises-the-social-cost-of-a-potent-greenhouse-gas/](http://www.scientificamerican.com/article/epa-revises-the-social-cost-of-a-potent-greenhouse-gas/).

(26) Maison-Blanche, « Presidential executive order on promoting energy independence and economic growth », 28 mars 2017, disponible à l'adresse Internet [www.whitehouse.gov/the-press-office/2017/03/28/presidential-executive-order-promoting-energy-independence-and-economy-1](http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2017/03/28/presidential-executive-order-promoting-energy-independence-and-economy-1).

(27) « Trump on EPA Clean Power Plan: 'Did you see what I did to that ? Boum. Gone' », 22 sept. 2017, document vidéo disponible à l'adresse Internet [www.youtube.com/watch?v=IrzCpQ\\_uvE](https://www.youtube.com/watch?v=IrzCpQ_uvE).

énergie propre. Cette décision fera l'objet d'une action en justice conduite par des groupes environnementaux et des Etats pro-environnement, mais l'absence de réglementation permettra aux Etats, aux services et aux producteurs énergétiques à la traîne de manquer, sans pénalités, les cibles plus rigoureuses du Plan concernant les émissions carbone (28).

Les postes les plus élevés de l'administration Trump sont occupés par une armée d'anciens lobbyistes, de dirigeants d'entreprises et de représentants de l'industrie des carburants fossiles, qui n'ont pas hésité à s'acquitter de leur mission avec zèle. En juillet 2017, le *New York Times* a cité Richard Lazarus, professeur en Droit de l'environnement à Harvard, d'après lequel : « *Rien que le nombre de suppressions environnementales en si peu de temps est ahurissant. Pruitt est entré en poste avec une véritable mission* ». Le journal décrit les actes de Pruitt comme « *une dérégulation d'une envergure inédite en si peu de temps dans les 47 années d'existence de l'agence* », avant de dresser l'inventaire des mesures qu'il a prises (29).

Depuis février, S. Pruitt a déposé une proposition d'intention de défaire ou d'affaiblir les réglementations de B. Obama en matière de changement climatique, connues sous le nom de Plan pour une énergie propre. Fin juin, il a déposé un plan légal d'abrogation d'une règle datant du mandat de B. Obama, réduisant la pollution dans les voies d'eau de la nation. Il a retardé une règle exigeant que les sociétés de carburant fossiles limitent les fuites de méthane, un puissant gaz à effet de serre, issues des puits de gaz et de pétrole. Il a retardé la date selon laquelle les sociétés doivent se conformer à une règle empêchant les explosions et les débordements dans les usines chimiques. Et il a supprimé l'interdiction de l'utilisation d'un pesticide dont les scientifiques de l'EPA ont affirmé eux-mêmes qu'il était lié à des dommages des systèmes nerveux des enfants (30).

Début octobre, 52 réglementations environnementales se trouvaient soumises à abrogation, écartement ou suppression. Dans cette liste, 25 réglementations étaient renversées, 19 « démantèlements en cours » et 8 « démantèlements suspendus » sur des questions aussi disparates que l'évacuation des déchets de cendres de charbon, les contrôles des émissions de mercure pour les centrales nucléaires, les réglementations sur les écoulements dans les marais et flux d'eau tributaires, la protection des espèces menacées et des zones maritimes et le forage en Arctique, *off-shore* et sur les territoires publics. Ces actions débordaient du cadre de l'EPA pour s'étendre aux départements du Commerce, de l'Intérieur et de l'Energie. Par exemple, fin mai 2017, le secrétaire de l'Intérieur Ryan

(28) Lisa FRIEDMAN / Brad PLUMER, « EPA announces repeal of major Obama-era carbon emissions rule », *New York Times*, 9 oct. 2017, disponible à l'adresse Internet [www.nytimes.com/2017/10/09/climate/clean-power-plan.html?\\_r=0](http://www.nytimes.com/2017/10/09/climate/clean-power-plan.html?_r=0).

(29) Coral DAVENPORT, « Counseled by industry, not staff, EPA chief is off to a blazing start », *New York Times*, 1<sup>er</sup> juil. 2017, disponible à l'adresse Internet [www.nytimes.com/2017/07/01/us/politics/trump-epa-chief-pruitt-regulations-climate-change.html?\\_r=1](http://www.nytimes.com/2017/07/01/us/politics/trump-epa-chief-pruitt-regulations-climate-change.html?_r=1).

(30) *Id.*

Zinke a signé une ordonnance autorisant le forage pétrolier dans des zones de vie sauvage sensibles au nord de l'Alaska, une activité interdite dans cette région sous l'administration Obama (31). L'ordonnance s'applique à deux zones énormes et préservées : « la Réserve nationale de pétrole-Alaska (National Petroleum Reserve-Alaska, NPR-A), le plus grand bloc de territoire géré par les autorités fédérales aux Etats-Unis, et la région côtière du Refuge faunique national de l'Alaska (Alaskan National Wildlife Refuge, ANWR) » (32).

Le 4 décembre 2017, le président Trump a annoncé un plan proposé par le secrétaire de l'Intérieur Ryan Zinke pour réduire le territoire de Bears Ears, un « monument national » – soit un territoire assimilable à un parc national, dans le sens où il bénéficie de protections environnementales substantielles qui lui sont accordées par un président en exercice – d'environ 8 000 km<sup>2</sup>, soit 85% de sa surface. Le « monument national » Bears Ears, dans l'Utah, a été créé par le président Obama fin 2016. En de rares cas seulement, des « monuments nationaux » ont vu leur taille réduite par des présidents ultérieurs. Ce geste envers Bears Ears représente la plus grande réduction d'un parc national de toute l'histoire des Etats-Unis (33).

La source d'inspiration de cette croisade à la dérégulation n'est pas un secret. Le président Trump aurait reçu en mains propres « un plan d'action de 3,5 pages » des mains de Bob Murray, président-directeur général d'une société de charbon de premier plan, au début de son mandat. A l'automne 2017, Murray aurait déclaré : « *le Président s'est déjà attelé à toute la page 1* » (34). Le *New York Times* a rapporté, lors d'une analyse, en octobre, du calendrier de S. Pruitt sur ses six mois en fonction, que « *le chef de l'EPA de M. Trump a enchaîné les réunions, les briefings et les interventions à un rythme quasi journalier avec des dirigeants d'entreprises et des lobbyistes de tous les secteurs économiques majeurs qu'il régule, et presque aucune réunion avec des groupes environnementaux ou de défense des consommateurs ou de la santé publique* » (35).

Lors d'un entretien accordé au *Washington Post* et publié en novembre, S. Pruitt a défendu ses liens étroits avec l'industrie : « *les meilleures interactions que nous avons consistent à passer du temps avec les individus*

(31) Nadja POPOVICH / Livia ALBECK-RIPKA, « 52 environmental rules on the way out under Trump », *New York Times*, 6 oct. 2017, disponible à l'adresse Internet [www.nytimes.com/interactive/2017/10/05/climate/trump-environment-rules-reversed.html?\\_r=3](http://www.nytimes.com/interactive/2017/10/05/climate/trump-environment-rules-reversed.html?_r=3).

(32) Douglas MAIN, « Another climate change bomb: Interior Secretary Zinke signs Alaskan oil-drilling order », *Newsweek*, 1<sup>er</sup> juin 2017, disponible à l'adresse Internet [www.newsweek.com/climate-change-oil-drilling-alaska-zinke-619240](http://www.newsweek.com/climate-change-oil-drilling-alaska-zinke-619240).

(33) Julie TURKEWITZ, « President Trump declares major reduction of Bears Ears monument », *New York Times*, 4 déc. 2017, disponible à l'adresse Internet [www.nytimes.com/2017/12/04/us/trump-bears-ears.html?action=Click&contentCollection=BreakingNews&contentID=66174904&pgtype=article](http://www.nytimes.com/2017/12/04/us/trump-bears-ears.html?action=Click&contentCollection=BreakingNews&contentID=66174904&pgtype=article).

(34) Michael GRUNWALD, « Trump's love affair with coal », *Politico*, 15 oct. 2017, disponible à l'adresse Internet [www.politico.com/magazine/story/2017/10/15/trumps-love-affair-with-coal-215710](http://www.politico.com/magazine/story/2017/10/15/trumps-love-affair-with-coal-215710).

(35) Eric LIPTON / Lisa FRIEDMAN, « EPA chief's calendar : a stream of industry meetings and trips home », *New York Times*, 3 oct. 2017, disponible à l'adresse Internet [www.nytimes.com/2017/10/03/us/politics/epa-scott-pruitt-calendar-industries-coal-oil-environmentalists.html](http://www.nytimes.com/2017/10/03/us/politics/epa-scott-pruitt-calendar-industries-coal-oil-environmentalists.html).

et les sociétés vivant selon les réglementations que nous adoptons, car ce sont eux qui les appliquent au quotidien » (36). Quelles que soient les méthodes, les résultats parlent d'eux-mêmes : les amendes et les procès de l'EPA contre les pollueurs ont fortement baissé sous l'administration Trump (37).

Entre-temps, S. Pruitt a exclu du processus décisionnel les experts professionnels et les scientifiques travaillant pour l'Agence, menant ainsi son action « *largement sans la participation des 15 000 employés de carrière de l'agence qu'il dirige* », d'après des entretiens du *New York Times* avec plus de 20 hauts fonctionnaires de l'EPA actuels et anciens (38).

Dans la plupart des cas, le Sénat a emboîté le pas à la gestion de l'exécutif par l'administration Trump. Avec l'exception d'une tentative d'abrogation d'une réglementation du secteur du pétrole et du gaz sur les émissions de méthane en mai 2017 (39) – de toute façon en cours de démantèlement par l'EPA –, le Sénat contrôlé par les Républicains soutient avec consistance le rejet des réglementations environnementales par plus de douze votes dans les quatre premiers mois de 2017. Cet effort trouve peut-être son illustration la plus claire dans l'ajout, à la proposition de loi sur la réforme fiscale du Sénat passé par cette chambre le 2 décembre 2017, d'un amendement ouvrant le versant nord préservé du Refuge faunique national de l'Alaska à l'exploration de pétrole et de gaz, un objectif de longue date des Républicains. La proposition de loi, avec l'amendement sur le Refuge faunique de l'Alaska, a reçu les votes favorables de 51 sénateurs républicains sur 52 lors de sa présentation, tandis que les 48 Démocrates s'y sont opposés (40).

#### PRATIQUES ANTI-COMPÉTITIVES

Les forces du marché sont en train de transformer les marchés pour l'électricité et d'autres carburants, renversant la tendance en faveur de sources d'énergie renouvelables, telles que le vent et le Soleil, ainsi que des technologies de stockage de l'énergie pour remédier à l'intermittence de son approvisionnement. Comme le prix des énergies solaire et éolienne a

(36) James HOHMANN, « The daily 202 : how EPA chief Scott Pruitt wants to redefine 'environmentalism' », *Washington Post*, 17 nov. 2017, disponible à l'adresse Internet [www.washingtonpost.com/news/powerpost/paloma/daily-202/2017/11/17/daily-202-how-epa-chief-scott-pruitt-wants-to-redefine-environmentalism/5a0e124230fb045a2e0030be/](http://www.washingtonpost.com/news/powerpost/paloma/daily-202/2017/11/17/daily-202-how-epa-chief-scott-pruitt-wants-to-redefine-environmentalism/5a0e124230fb045a2e0030be/).

(37) Eric Lipton / Danielle IVORY, « Under Trump, EPA has slowed actions against polluters, and put limits on enforcement officers », *New York Times*, 10 déc. 2017, disponible sur le site Internet mobile. [nytimes.com/2017/12/10/us/politics/pollution-epa-regulations.html?action=click&module=Top%20Stories&pgtype=Homepage](http://nytimes.com/2017/12/10/us/politics/pollution-epa-regulations.html?action=click&module=Top%20Stories&pgtype=Homepage).

(38) Coral DAVENPORT, *op. cit.*

(39) Juliet EILPERIN / Chelsea HARVEY, « Senate unexpectedly rejects bid to repeal a key Obama-era environmental regulation », *The Washington Post*, 10 mai 2017, disponible sur le site Internet [www.washingtonpost.com/news/energy-environment/wp/2017/05/10/senates-poised-to-repeal-a-final-obama-era-rule-as-soon-as-wednesday/?utm\\_term=.a3ed0ff8516c](http://www.washingtonpost.com/news/energy-environment/wp/2017/05/10/senates-poised-to-repeal-a-final-obama-era-rule-as-soon-as-wednesday/?utm_term=.a3ed0ff8516c).

(40) Robinson MEYER, « The GOP tax bill could forever alter Alaska's indigenous tribes », *The Atlantic*, 2 déc. 2017, disponible sur le site Internet [www.theatlantic.com/science/archive/2017/12/senate-tax-bill-indigenous-communities/547352/](http://www.theatlantic.com/science/archive/2017/12/senate-tax-bill-indigenous-communities/547352/).

chuté, atteignant 30 \$ le mégawatt/heure, de nombreuses usines à charbon ne peuvent plus soutenir la compétition (41). Une étude d'octobre 2017, produite par l'Union of Concerned Scientists (Union des scientifiques inquiets), une organisation environnementale, a déterminé que 30% des usines d'énergie alimentées par le charbon aux Etats-Unis ne sont pas compétitives en termes économiques et se trouvent condamnées à la fermeture (42). « *Sur les plus de 700 unités charbon en opération aux Etats-Unis en 2016, il est déjà prévu que 163 unités produisant 13 pour cent de toute la génération d'électricité alimentée par le charbon ferment ou se convertissent au gaz naturel. [...] De plus, 19 pour cent de la génération alimentée par le charbon et produite par 122 unités sont non compétitifs en comparaison avec des alternatives plus propres* », d'après le rapport. Le rapport a également renseigné la chute vertigineuse du charbon en tant que source d'énergie dans les Etats-Unis, notant que « *la part d'électricité aux Etats-Unis provenant du charbon est passée de 51 pour cent en 2008 à 31 pour cent en 2016* » (43).

Cet état de fait a sapé les promesses du président Trump de faire revivre le charbon et de remettre les mineurs au travail (44). Son administration se voit mise au défi d'apporter des résultats face à des conditions du marché défavorables, qui semblent indiquer que la seule dérégulation ne mènera pas à une renaissance du charbon (45). Face à cette menace du marché contre les ressources traditionnelles de la production d'énergie, particulièrement le charbon et le nucléaire, le Département de l'Energie a adopté la démarche inhabituelle de publier un Avis de proposition sur l'élaboration de réglementations (« *Notice on Proposed Rulemaking* » ou NOPR). Cette proposition, ostensiblement mise en avant pour augmenter la « *résilience du réseau* » en mandant des fournitures de carburant pour 90 jours sur le site des centrales nucléaires avec une récupération complète des coûts, est en réalité une opération de sauvetage à peine voilée des industries du nucléaire et du charbon, pour permettre à leurs usines en faillite de continuer à fonctionner (46). Il reste encore à la Commission fédérale de régulation de l'énergie (Federal Energy Regulatory Commission,

(41) Steve HANLEY, « *New solar price record: Tucson utility inks deal for solar power that costs less than 3 cents per kilowatt-hour!* », CleanTechnica, 24 mai 2017, disponible sur le site Internet [cleantechnica.com/2017/05/24/tucson-utility-inks-deal-solar-power-costs-less-3-cents-per-kilowatt-hour/](http://cleantechnica.com/2017/05/24/tucson-utility-inks-deal-solar-power-costs-less-3-cents-per-kilowatt-hour/).

(42) Union of Concerned Scientists, « *New analysis finds about 20 percent of US coal-fired electricity generation comes from uneconomic plants* », 10 oct. 2017, disponible sur le site Internet [www.ucsusa.org/press/2017/new-analysis-finds-20-percent-us-coal-generation-from-uneconomic-sources#.WiB680qnHIU](http://www.ucsusa.org/press/2017/new-analysis-finds-20-percent-us-coal-generation-from-uneconomic-sources#.WiB680qnHIU).

(43) Union of Concerned Scientists, « *A dwindling role for coal* », oct. 2017, disponible sur le site Internet [www.ucsusa.org/clean-energy/coal-and-other-fossil-fuels/coal-transition#.WiB70EqnHIU](http://www.ucsusa.org/clean-energy/coal-and-other-fossil-fuels/coal-transition#.WiB70EqnHIU).

(44) David ROBERTS, « *Rick Perry's plan to subsidize coal and nuclear plants is bonkers* », Vox.com, 4 oct. 2017, disponible sur le site Internet [www.vox.com/energy-and-environment/2017/10/4/16407278/rick-perry-doe-plan-coal-nuclear-energy-markets](http://www.vox.com/energy-and-environment/2017/10/4/16407278/rick-perry-doe-plan-coal-nuclear-energy-markets).

(45) « *Cost estimates on DOE NOPR : \$300 million to \$32 billion+* », RTO Insider, 30 oct. 2017, disponible sur le site Internet <https://www.rtoinsider.com/doe-nopr-pjm-market-monitor-cost-allocation-78830/>.

(46) David BRADLEY, « *DOE's NOPR subsidies would cost up to \$10.6B/year, study finds* », Natural Gas Intel, disponible à l'adresse [www.naturalgasintel.com/articles/112266-does-nopr-subsidies-would-cost-up-to-106b-year-study-finds](http://www.naturalgasintel.com/articles/112266-does-nopr-subsidies-would-cost-up-to-106b-year-study-finds).

FERC) d'approuver une version de la proposition du Département de l'Énergie pour que cette dernière ait force de loi. Les experts du marché de l'énergie estiment que le coût serait supérieur à 32 milliards de dollars pour les contribuables. Une étude anticipe un coût annuel de 10 milliards de dollars. De plus, en sapant les principes basés sur les coûts des marchés de l'électricité, le NOPR « *ferait exploser le marché* », selon Jon Wellinghoff, ancien président de la FERC (47).

Des efforts dissimulés de rendre les carburants fossiles en voie d'obsolescence plus compétitifs se sont également fait jour sur les tarifs de l'industrie du solaire. En octobre 2017, la Commission du commerce international des Etats-Unis a décidé, pour le compte du fabricant américain de panneaux solaires Suniva, que les sociétés chinoises sont coupables de *dumping*, ménageant au président Trump une brèche pour imposer des taxes à hauteur de 35 % sur les cellules et modules solaires d'importation. La plupart des fabricants de panneaux solaires américains ont déjà fait faillite ou déplacé l'essentiel de leur production à l'étranger, limitant ainsi les avantages de mesures commerciales protectionnistes pour le secteur national. De telles taxes pourraient augmenter fortement le coût de l'installation des panneaux solaires, leur donnant un handicap dans leur compétition avec les carburants fossiles et le nucléaire pour une part du marché de l'électricité (48). « *Les acteurs de l'industrie du solaire s'opposent en majorité aux taxes, déclarant qu'elles ralentiraient les installations et entraîneraient la perte de milliers d'emplois* », note un rapport de Bloomberg BusinessWeek de novembre 2017 (49). Au moment où nous écrivons ces lignes, l'administration Trump ne s'est pas encore prononcée sur la marche à suivre. Cependant, son soutien de toute mesure en appui de l'industrie des carburants fossile suggère que l'imposition de taxes aux panneaux solaires a d'autres motifs que le commerce équitable.

Le Congrès joue également un rôle dans la protection de l'énergie traditionnelle par la législation. Au-delà du démantèlement des protections environnementales, dans les propositions de loi sur les réformes fiscales ratifiées par le Sénat et le Congrès à la fin de l'automne 2017 qui entreront probablement en vigueur début 2018, le Congrès a ajouté de nombreuses dispositions-clefs mettant fin à un traitement fiscal favorable aux énergies

(47) Gavin BADE, « How DOE's baseload power rule 'would blow the market up' », Utility DIVE, 2 oct. 2017, disponible sur le site Internet [www.utilitydive.com/news/how-does-baseload-power-rule-would-blow-the-market-up/506269/](http://www.utilitydive.com/news/how-does-baseload-power-rule-would-blow-the-market-up/506269/).

(48) Ari NATTER / Chris MARTIN, « US solar developers relieved at small import tariff proposals », Bloomberg BusinessWeek, 31 oct. 2017, disponible sur le site Internet [www.bloomberg.com/news/articles/2017-10-31/u-s-trade-panel-proposes-duties-of-up-to-35-in-solar-case-j9frwy6w](http://www.bloomberg.com/news/articles/2017-10-31/u-s-trade-panel-proposes-duties-of-up-to-35-in-solar-case-j9frwy6w).

(49) Joe RYAN, « Trump seeks details on solar imports before setting tariffs », Bloomberg BusinessWeek, 29 nov. 2017, disponible sur le site Internet [www.bloomberg.com/news/articles/2017-11-29/trump-seeks-more-detail-on-solar-imports-before-setting-tariffs](http://www.bloomberg.com/news/articles/2017-11-29/trump-seeks-more-detail-on-solar-imports-before-setting-tariffs).



renouvelables et véhicules électriques, tout en introduisant de nouvelles dispositions fiscales favorisant la production de pétrole et de gaz (50).

COUPES BUDGÉTAIRES DANS LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,  
L'ÉNERGIE PROPRE ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

La rhétorique de campagne et les discours partisans masquent parfois une réalité politique plus modérée, mais la proposition de budget 2018 du président Trump au Congrès de la fin du printemps 2017, qui sert de modèle de la Maison-Blanche au début des négociations annuelles sur le budget fédéral au Congrès, donne une idée claire de ses priorités.

Dans le cas de la Maison-Blanche de Trump, la quasi-totalité des programmes environnementaux voient des coupes sombres dans leurs propositions de budget (51). Les programmes liés aux changements climatiques sont particulièrement affectés (52). Parmi les coupes proposées, « *les recherches sur l'air et l'énergie seraient réduites de 67% et les programmes de régulation pour la qualité de l'air, incluant le changement climatique, seraient réduits de 47%* ». De plus, le budget de l'EPA devrait enregistrer une réduction de 31% ; son « *budget de 5,7 milliards rabaisserait l'EPA à un niveau inédit depuis l'administration Ford [au milieu des années 70] [... Le] financement du Bureau de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables du Département de l'Energie (EERE) serait réduit de 70%, passant d'environ 2,1 milliards à 636 millions de dollars, ce qui éventrerait la recherche sur les énergies renouvelables* ». Les programmes sur le changement climatique relevant du Département de l'Intérieur devaient enregistrer une coupe d'environ 80% (53). Des réductions tout aussi drastiques étaient prévues pour l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (NOAA) et la NASA, qui financent des programmes de recherche d'envergure sur le changement climatique (54). Quant à l'Agence américaine pour le développement international et le Département d'Etat, elle verrait l'élimination de vastes programmes

(50) Georgina GUSTIN, « Tax bill impact: what happens to renewable energy? », Inside Climate News, 14 déc. 2017, disponible sur le site Internet [insideclimatenews.org/news/04122017/senate-tax-bill-renewable-energy-credits-solar-wind-electric-vehicles-anwr](https://insideclimatenews.org/news/04122017/senate-tax-bill-renewable-energy-credits-solar-wind-electric-vehicles-anwr).

(51) Georgina GUSTIN et Marianne LAVELLE, 2017. « Trump Budget Would Wallop EPA's Climate and Environment Programs » Inside Climate News. 20 mai 2017. <https://insideclimatenews.org/news/19052017/leaked-donald-trump-budget-epa-climate-clean-energy-environment>.

(52) Zahra HIRJI / Georgina GUSTIN / Marianne LAVELLE, « Trump budget plan targets climate science, clean energy innovation for deep cuts », Inside Climate News, 24 mai 2017, disponible sur le site Internet [insideclimatenews.org/news/23052017/budget-donald-trump-scott-pruitt-climate-change-science-funding-epa-usda-nasa](https://insideclimatenews.org/news/23052017/budget-donald-trump-scott-pruitt-climate-change-science-funding-epa-usda-nasa).

(53) Natasha GEILING, « Zinke defends Trump's climate cuts by getting facts wrong », Think Progress, 8 juin 2017, disponible sur le site Internet [thinkprogress.org/zinke-budget-hearing-climate-change-falsehoods-7b0253272ddd/](https://thinkprogress.org/zinke-budget-hearing-climate-change-falsehoods-7b0253272ddd/).

(54) Zahra HIRJI / Georgina GUSTIN / Marianne LAVELLE, *op. cit.*



aidant les pays en voie de développement à faire face au changement climatique (55).

Le président Trump a également annoncé ses projets de « résilier » les engagements de l'administration Obama à hauteur de 2 milliards de dollars envers le Fonds vert pour le climat, le fonds de développement international de 10 milliards de dollars qui a joué un rôle crucial dans les Accords de Paris (56).

#### SUPPRESSION ET POLITISATION DES RECHERCHES SCIENTIFIQUES

La suppression des recherches scientifiques sur le changement climatique et autres questions environnementales allant à l'encontre de ses opinions anti-régulations est, de longue date, un trait distinctif du président Trump, identifiable avant même son entrée en politique. D'après un rapport d'enquête, Trump a *tweeté* 115 choix depuis 2011 sur le scepticisme face au changement climatique, y compris sur le réchauffement climatique en tant qu'« *intox chinoise* », sans interruption : avant, pendant et depuis sa campagne présidentielle. Son administration incarne cette hostilité à la science en muselant les scientifiques du gouvernement, en supprimant les financements de la recherche, en ôtant les contenus scientifiques des sites Internet gouvernementaux et en écartant les scientifiques des groupes de conseil scientifique et des postes scientifiques faisant l'objet d'une désignation. Comme nous l'avons noté plus haut, le déni ou le scepticisme face au changement climatique a servi de facteur déterminant pour toutes ses nominations de son cabinet : directeurs du Département de l'Énergie, de l'Agence de protection de l'environnement et du Département de l'Intérieur, candidat à la direction du Conseil pour la qualité de l'environnement sont tous notablement hostiles aux recherches scientifiques sur le climat et fermes défenseurs des carburants fossiles (57).

L'une des approches de l'administration Trump pour supprimer les recherches scientifiques a été la réticence ou la négligence dans le recrutement de scientifiques. L'Associated Press a rapporté en décembre 2017, 11 mois après l'entrée en fonction du président Trump, qu'aucun candidat n'avait été désigné dans « *35% des 65 postes à ratifier par le Sénat portant sur la recherche scientifique et l'environnement [...] y compris les quatre postes supérieurs au Bureau des politiques scientifiques*

(55) Felicia SCHWARTZ, « Trump Administration proposes 32% cut to State Department budget », Fox Business, 23 mai 2017, disponible sur le site Internet [www.foxbusiness.com/features/2017/05/23/trump-administration-proposes-32-cut-to-state-department-budget.html](http://www.foxbusiness.com/features/2017/05/23/trump-administration-proposes-32-cut-to-state-department-budget.html).

(56) Matthew J. KOTCHEN, « Trump will stop paying into the Green Climate Fund. He has no idea what it is », *The Washington Post*, 2 juin 2017, disponible sur le site Internet [www.washingtonpost.com/posteverything/wp/2017/06/02/trump-will-stop-paying-into-the-green-climate-fund-he-has-no-idea-what-it-is/?utm\\_term=.82bf4fae7768](http://www.washingtonpost.com/posteverything/wp/2017/06/02/trump-will-stop-paying-into-the-green-climate-fund-he-has-no-idea-what-it-is/?utm_term=.82bf4fae7768).

(57) Dylan MATTHEWS, « Donald Trump has tweeted climate change skepticism 115 times. Here(s all of it. », Vox.com, 1<sup>er</sup> juin 2017, disponible sur le site Internet [www.vox.com/policy-and-politics/2017/6/1/15726472/trump-tweets-global-warming-paris-climate-agreement](http://www.vox.com/policy-and-politics/2017/6/1/15726472/trump-tweets-global-warming-paris-climate-agreement).

et technologiques (*Office of Science and Technology Policy*) de la *Maison-Blanche* », dont le rôle est de conseiller directement le Président sur les questions scientifiques (58).

L'administration Trump minimise ou évite systématiquement les mentions du changement climatique. Après les ravages de l'ouragan Irma en Floride, début septembre 2017, dont la vitesse des vents et le niveau des précipitations ont été largement interprétés comme augmentés par le changement climatique, S. Pruitt, administrateur de l'EPA, a refusé de s'exprimer publiquement sur le rôle du changement climatique dans de telles catastrophes naturelles. Interrogé sur la relation entre la force de l'ouragan et le changement climatique, il a répliqué : « *Il y a un moment et un lieu appropriés pour parler des relations de cause à effet dans ces événements naturels, ce n'est pas maintenant* » (59).

L'EPA, d'abord sous direction provisoire puis sous la direction de Scott Pruitt, a commencé à retirer de son site Internet les informations sur le changement climatique presque tout de suite après l'investiture du président Trump en janvier 2017, y compris toutes les mentions des recherches scientifiques sur le changement climatique (60). Cette attaque radicale et systématique des recherches sur le climat au sein du gouvernement des Etats-Unis s'est par la suite maintenue. En juillet, il a été déclaré que l'administrateur Pruitt avait recruté une équipe de chercheurs pour décrédibiliser les résultats des recherches scientifiques sur le climat (61). Dans un geste sans précédent, S. Pruitt a écarté des douzaines de scientifiques du Comité du Conseil scientifique de l'EPA, connu sous le nom de Comité de conseillers scientifiques de l'EPA (Board of Scientific Counselors, BOSCO), un comité externe jouant un rôle de conseil auprès de l'Agence. Trente-huit scientifiques, représentant trois quarts du Comité, devaient être remplacés par des représentants de l'industrie et d'anciens régulateurs et chercheurs conservateurs (62).

Des actions semblables se sont fréquemment produites dans le Département de l'Intérieur. En mai 2017, le *Washington Post* a rapporté que le secrétaire Zinke avait gelé les travaux de plus de 200 comités de

(58) Seth BORENSTEIN, *op. cit.*

(59) Philip BUMP, « Scott Pruitt says it's not the time to talk climate change. For him, it never is », *The Washington Post*, 9 sept. 2017, disponible sur le site Internet [www.washingtonpost.com/news/politics/wp/2017/09/07/at-a-moment-climate-change-is-hard-to-ignore-the-epa-is-being-pointed-elsewhere/?utm\\_term=.9ac23ce9062eb](http://www.washingtonpost.com/news/politics/wp/2017/09/07/at-a-moment-climate-change-is-hard-to-ignore-the-epa-is-being-pointed-elsewhere/?utm_term=.9ac23ce9062eb).

(60) Brian KAHN, « The EPA has started to remove Obama-era information », Climate Central, 2 fév. 2017, disponible sur le site Internet [www.climatecentral.org/news/epa-climate-web-pages-change-21133](http://www.climatecentral.org/news/epa-climate-web-pages-change-21133).

(61) Emily HOLDEN / Hari SREENIVASAN, « EPA launching program to challenge climate science », PBS NewsHour, 2 juil. 2017, disponible sur le site Internet [www.pbs.org/newshour/show/epa-launches-program-challenge-climate-science](http://www.pbs.org/newshour/show/epa-launches-program-challenge-climate-science).

(62) Sean REILLY, « EPA axes 38 more science advisers, cancels panel meetings », *Science*, repris d'E&E News, 20 juin 2017, disponible à l'adresse Internet [www.sciencemag.org/news/2017/06/epa-axes-38-more-science-advisers-cancels-panel-meetings](http://www.sciencemag.org/news/2017/06/epa-axes-38-more-science-advisers-cancels-panel-meetings) ; Sean REILLY / Kevin BOGARDUS, « EPA unveils new industry-friendlier science advisory boards », E&E News, 3 nov. 2017, disponible sur le site Internet [www.sciencemag.org/news/2017/11/epa-unveils-new-industry-friendlier-science-advisory-boards](http://www.sciencemag.org/news/2017/11/epa-unveils-new-industry-friendlier-science-advisory-boards).

conseil scientifique du Département de l'Intérieur, imitant ainsi le gel du Comité du Conseil à l'EPA (63). Joel Clement, haut fonctionnaire du Département de l'Intérieur, a quitté ses fonctions en octobre 2017, « quatre mois après avoir invoqué les protections de la loi sur les lanceurs d'alerte pour ce qu'il a qualifié de tentative illégale d'intimidation par les dirigeants du Département pour ses déclarations sur le changement climatique », d'après Inside Climate News. « Le président Trump et vous avez mené une attaque sans merci contre le service public en muselant les scientifiques et les experts politiques tels que moi », écrit J. Clement dans sa lettre de démission au secrétaire de l'Intérieur Ryan Zinke (64).

Un motif se dessine dans les pressions exercées sans vergogne par l'administration Trump sur les scientifiques pour qu'ils modifient leurs déclarations publiques et dans le refus de cette même administration d'autoriser de telles déclarations. En mai 2017, Deborah Swackhamer, présidente du BOSCO, a raconté les pressions qu'elle a subies de la part de hauts fonctionnaires de l'EPA pour modifier son témoignage au Congrès sur la mise en place de réglementations, une démarche sans précédent (65). En juillet 2017, Daniel Fagre, scientifique de haut niveau spécialisé dans le climat, s'est vu interdire de rencontrer le fondateur et PDG de Facebook Mark Zuckerberg lors de la visite de ce dernier au parc national Glacier (66). L'EPA a fait scandale en octobre 2017 pour avoir « censuré » ses scientifiques, lorsque l'Agence a refusé de laisser parler l'un de ses employés, scientifique spécialisé dans le climat, lors d'une conférence prestigieuse sur l'océanographie à Rhode Island (67).

Le point culminant de ces efforts a été l'annonce, en octobre 2017, par S. Pruitt, sous le prétexte d'empêcher les conflits d'intérêt, du fait que les scientifiques qui reçoivent des bourses de l'EPA n'auraient pas le droit de siéger aux comités de conseil de l'EPA, excluant de manière effective bon

(63) Julie EILPERIN / Brady DENNIS, « EPA dismisses half of key board's scientific advisers; Interior suspends more than 200 advisory panels », *The Washington Post*, 8 mai 2017, disponible sur le site Internet [www.washingtonpost.com/news/energy-environment/wp/2017/05/07/epa-dismisses-half-of-its-scientific-advisers-on-key-board-citing-clean-break-with-obama-administration/?utm\\_term=.f1a93932323a](http://www.washingtonpost.com/news/energy-environment/wp/2017/05/07/epa-dismisses-half-of-its-scientific-advisers-on-key-board-citing-clean-break-with-obama-administration/?utm_term=.f1a93932323a).

(64) Sabrina SHANKMAN, « Whistleblower quits with scathing letter over Trump Interior Dept. leadership », Inside Climate News, 5 oct. 2017, disponible sur le site Internet [insideclimatenews.org/news/05102017/whistleblower-resigns-letter-travel-misuse-trump-zinke-interior-dept-leadership-climate-change](http://insideclimatenews.org/news/05102017/whistleblower-resigns-letter-travel-misuse-trump-zinke-interior-dept-leadership-climate-change).

(65) Jeffrey MERVIS, « Scientist tells her story in latest partisan battle on House science panel », *Science*, 28 juin 2017, disponible à l'adresse Internet [www.sciencemag.org/news/2017/06/scientist-tells-her-story-latest-partisan-battle-house-science-panel](http://www.sciencemag.org/news/2017/06/scientist-tells-her-story-latest-partisan-battle-house-science-panel).

(66) Lisa REIN, « Why wasn't Mark Zuckerberg allowed to meet with Glacier's climate expert? », *The Washington Post*, 18 juil. 2017, disponible sur le site Internet [www.washingtonpost.com/news/powerpost/wp/2017/07/18/mark-zuckerberg-went-to-glacier-to-learn-about-climate-change-but-couldnt-meet-with-the-resident-climate-scientist/?tid=a\\_inl&utm\\_term=.cc094c1e8072](http://www.washingtonpost.com/news/powerpost/wp/2017/07/18/mark-zuckerberg-went-to-glacier-to-learn-about-climate-change-but-couldnt-meet-with-the-resident-climate-scientist/?tid=a_inl&utm_term=.cc094c1e8072).

(67) « EPA kept scientists from speaking about climate change at Rhode Island event », *The Guardian*, 23 oct. 2017, disponible à l'adresse Internet [www.theguardian.com/environment/2017/oct/23/epa-kept-scientists-from-speaking-about-climate-change-at-rhode-island-event](http://www.theguardian.com/environment/2017/oct/23/epa-kept-scientists-from-speaking-about-climate-change-at-rhode-island-event).

nombre des experts les mieux qualifiés et ignorant les conflits d'intérêts des représentants des industries régulées censés les remplacer (68).

#### LES ETATS-UNIS SUR LA SCÈNE DIPLOMATIQUE INTERNATIONALE

Dès sa campagne présidentielle et même avant, Donald Trump a fustigé la diplomatie internationale liée au changement climatique et prétendu que les accords internationaux desservait les intérêts américains. Lors d'un discours historique sur la politique de l'énergie dans la Dakota du Nord en mai 2016, le candidat Trump a déclaré de manière erronée : « *cet accord [de Paris] donne à des bureaucrates étrangers un contrôle sur la quantité d'énergie que nous utilisons sur notre territoire, dans notre pays. Impossible d'accepter une chose pareille* (69). »

Dans le même discours, Trump a également promis de « *cesser tous les versements de dollars du contribuable américain à des programmes sur le réchauffement climatique* », ajoutant « *nous avons de gros problèmes, les gars, on ne peut pas envoyer de l'argent un peu partout dans le monde* ». Cette position a marqué l'arrêt de l'assistance aux fonds internationaux d'aide aux pays en développement pour faire face au changement climatique, y compris les Fonds d'investissement pour le climat (Climate Investment Funds, CIF) et le Fonds vert pour le climat (Green Climate Fund, GCF). L'engagement des Etats-Unis sous Obama s'élevait à 3 milliards de dollars, mais seul 1 milliard de dollars avait été versé avant la fin du mandat de ce dernier. Le président Trump a exprimé son intention d'effectuer ces coupes en supprimant le financement du GCF et de l'Initiative américaine pour le changement mondial du climat, le programme caractéristique de l'administration Obama d'assistance aux pays en voie de développement, dans sa proposition de budget 2018 (70). Trump n'a pris aucune mesure pour atteindre la Contribution des Etats-Unis déterminée au niveau national (Nationally Determined Contribution, NDC) ou la cible nationale en vertu des Accords de Paris sur le climat et a sapé la quasi-totalité des actions fédérales en ce sens initiées par l'administration Obama (71). En juin 2017, les Etats-Unis ont notoirement refusé de s'associer à la Déclaration sur le climat, initiée par l'Allemagne et soutenue par tous les autres pays du

(68) Lisa FRIEDMAN, « Pruitt bars some scientists from advising EPA », *New York Times*, 31 oct. 2017, disponible sur le site Internet [www.nytimes.com/2017/10/31/climate/pruitt-epa-science-advisory-boards.html?\\_r=0](http://www.nytimes.com/2017/10/31/climate/pruitt-epa-science-advisory-boards.html?_r=0).

(69) Ashley PARKER / Coral DAVENPORT, « Donald Trump's energy plan: more fossil fuels and fewer rules », *New York Times*, 26 mai 2016, disponible sur le site Internet [www.nytimes.com/2016/05/27/us/politics/donald-trump-global-warming-energy-policy.html](http://www.nytimes.com/2016/05/27/us/politics/donald-trump-global-warming-energy-policy.html).

(70) Joe RYAN, « Obama pays \$500 million to UN Fund that Trump vows to cut off », *Bloomberg Markets*, 17 janv. 2017, disponible sur le site Internet [www.bloomberg.com/news/articles/2017-01-17/obama-pays-500-million-to-un-fund-that-trump-vows-to-cut-off](http://www.bloomberg.com/news/articles/2017-01-17/obama-pays-500-million-to-un-fund-that-trump-vows-to-cut-off).

(71) Felicia SCHWARTZ, *op. cit.*

G7 (72). Après l'accession du Nicaragua et de la Syrie aux Accords de Paris à l'automne 2017, le président Trump a donné aux Etats-Unis la distinction d'être le seul Etat partie à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à ne pas ratifier ou s'associer à ces Accords (73).

Ces déclarations et ces actes se sont fait remarquer sur la scène internationale. En novembre 2017, lors de la 23<sup>e</sup> conférence des parties à la Convention-cadre sur le changement climatique, à Bonn, les membres de l'administration Trump ont été accueillis avec des quolibets lorsqu'ils ont fait la promotion du charbon (74).

Avec les déclarations et les prises de position du président Trump sur le changement climatique et l'énergie, il est quasiment impossible aux Etats-Unis de tenir un rôle de chef de file en matière de changement climatique. « Imaginez que vous soyez là, à Bonn, en tant que représentant des Etats-Unis, avec pour politique de brandir le retrait de l'Accord de Paris. Mais imaginez que votre tâche soit d'appliquer les règles de ce même accord [...] Que peuvent faire les Etats-Unis ? Comment y arriver ? », commenta Daniel Reifsnyder, ancien Secrétaire adjoint pour les Affaires océaniques, environnementales et scientifiques internationales au Département d'Etat, riche d'une expérience de 25 ans dans les négociations sur le climat aux Nations Unies, lors d'un événement à l'Université Columbia en octobre 2017 (75). En réaction à cette dynamique, en juin 2017 le chargé d'affaires et diplomate américain de haut niveau en Chine David Rank démissionna du Département d'Etat pour ne pas devoir accomplir auprès du gouvernement chinois les démarches annonçant le retrait des Etats-Unis de l'Accord de Paris (76).

En l'absence des Etats-Unis, d'autres pays adoptent un rôle de chef de file sur la scène internationale. En juin 2017, la Chine a accueilli la conférence ministérielle pour une énergie propre à Pékin et a annoncé son intention d'atteindre sa Contribution déterminée nationalement (NDC) et d'accélérer encore ses avancées en matière d'énergie renouvelable, y compris par 360 milliards de dollars d'investissement à l'horizon 2020. Sur place, le président chinois Xi Jinping a publiquement signé un accord relatif aux

(72) Georgina GUSTIN, « US refuses to join G7 climate change declaration », Inside Climate News, 12 juin 2017, disponible sur le site Internet [insideclimatenews.org/news/12062017/g7-scott-pruitt-climate-change-paris-agreement-international-relations](http://insideclimatenews.org/news/12062017/g7-scott-pruitt-climate-change-paris-agreement-international-relations).

(73) Lisa FRIEDMAN, « Syria joins Paris Climate Accord, leaving only US opposed », *New York Times*, 7 nov. 2017, disponible sur le site Internet [www.nytimes.com/2017/11/07/climate/syria-joins-paris-agreement.html](http://www.nytimes.com/2017/11/07/climate/syria-joins-paris-agreement.html).

(74) Lisa FRIEDMAN / Brad PLUMER, 2017, « Protesters jeer as Trump team promotes coal at UN climate talks », *New York Times*, 13 nov. 2017, [www.nytimes.com/2017/11/13/climate/climate-coal-united-nations-bonn.html](http://www.nytimes.com/2017/11/13/climate/climate-coal-united-nations-bonn.html).

(75) Andrew EIL, « On climate change, 'America first' means America left behind », *Observer*, 13 nov. 2017, disponible à l'adresse Internet [observer.com/2017/11/apec-forum-bonn-summit-america-left-behind-climate-change/](http://observer.com/2017/11/apec-forum-bonn-summit-america-left-behind-climate-change/).

(76) Carol MORELLO, « Senior diplomat at US Embassy in China resigns over Trump's climate change decision », *The Chicago Tribune*, réimpression d'un article paru dans le *Washington Post*, 5 juin 2017, disponible sur le site Internet [www.chicagotribune.com/news/nationworld/politics/ct-us-china-diplomat-resigns-20170605-story.html](http://www.chicagotribune.com/news/nationworld/politics/ct-us-china-diplomat-resigns-20170605-story.html).

technologies d'énergie propre avec le gouverneur de la Californie, Jerry Brown (77). Le président Emmanuel Macron a réuni le sommet One Planet en décembre 2017, auquel le président Trump n'était pas invité – ou qu'il a choisi d'ignorer. Néanmoins, la direction des Etats-Unis sur le changement climatique fait défaut pour réaliser d'autres avancées (78).

RÉSISTANCE ET POUVOIR DÉCISIONNEL  
AUX NIVEAUX ÉTATIQUE ET LOCAL

L'un des aspects les plus remarquables de l'attaque menée par Trump sur la protection de l'environnement, les recherches scientifiques sur le climat et l'action contre le changement climatique est qu'elle contredit profondément les croyances et les préférences de la plupart des Américains. Le programme de Yale sur la communication liée au changement climatique (Yale Program on Climate Change Communication), l'effort institutionnel le plus respecté pour mesurer l'opinion publique sur les questions liées au changement climatique, a établi qu'en novembre 2016, 75% des Américains interrogés se décrivaient comme « *prudents* », « *inquiets* » ou « *très inquiets* » au sujet du changement climatique (79).

La première réaction au programme vivement opposé à la protection de l'environnement du président Trump a été de manifester. Le 22 avril 2017, à l'occasion de la Journée de la Terre, des milliers de scientifiques et leurs partisans sont venus à Washington, lors d'une « Marche pour la science » en défense du respect des recherches scientifiques et de leur place dans le discours et les politiques publiques (80). Cette manifestation a été suivie par une reprise en masse de la Marche du peuple pour le climat le 29 avril, également à Washington (81).

Ces actions citoyennes ont marqué les premiers frémissements d'une réaction plus substantielle des gouvernements étatiques et locaux, visant à renforcer l'engagement des Etats-Unis envers une action pour le climat. Le 12 juillet 2017, le gouverneur de l'Etat de Californie Jerry Brown et

(77) « The road from Paris : China's progress toward its climate pledge », nov. 2017, disponible sur le site Internet [www.nrdc.org/sites/default/files/paris-climate-conference-China-IB.pdf](http://www.nrdc.org/sites/default/files/paris-climate-conference-China-IB.pdf) ; Associated Press, « China and California sign deal to work on climate change without Trump », *The Guardian* 6 juin 2017, disponible sur le site Internet <https://www.theguardian.com/us-news/2017/jun/07/china-and-california-sign-deal-to-work-on-climate-change-without-trump>.

(78) « World leaders all set for Paris climate summit (but not Donald Trump) », *The Local*, 5 déc. 2017, disponible sur le site Internet [www.thelocal.fr/20171205/world-leaders-all-set-for-paris-climate-summit-but-not-donald-trump](http://www.thelocal.fr/20171205/world-leaders-all-set-for-paris-climate-summit-but-not-donald-trump).

(79) Yale Program on Climate Change Communication, « Global warming's six Americas », 1<sup>er</sup> nov. 2016, disponible sur le site Internet [climatecommunication.yale.edu/about/projects/global-warmings-six-americas/](http://climatecommunication.yale.edu/about/projects/global-warmings-six-americas/).

(80) Nicholas St. FLEUR, « Scientists, feeling under siege, march against Trump policies », *New York Times*, 22 avr. 2017, disponible à l'adresse Internet [www.nytimes.com/2017/04/22/science/march-for-science.html](http://www.nytimes.com/2017/04/22/science/march-for-science.html).

(81) Chris MOONEY / Joe HELM / Brady DENNIS, « Climate march draws massive crowd to D. C. in sweltering heat », *Washington Post*, 29 avr. 2017, disponible à l'adresse Internet [www.washingtonpost.com/national/health-science/climate-march-expected-to-draw-massive-crowd-to-de-in-sweltering-heat/2017/04/28/1bdf5e66-2c3a-11e7-b605-33413c691853\\_story.html?utm\\_term=.1b81b5b13ea5](http://www.washingtonpost.com/national/health-science/climate-march-expected-to-draw-massive-crowd-to-de-in-sweltering-heat/2017/04/28/1bdf5e66-2c3a-11e7-b605-33413c691853_story.html?utm_term=.1b81b5b13ea5).



l'ancien maire de New York Michael Bloomberg, émissaire spécial auprès du Secrétaire général des Nations Unies pour les villes et le changement climatique, a lancé le projet *America's Pledge* (le Serment de l'Amérique). Etant deux des défenseurs de premier plan de l'action pour le climat aux Etats-Unis, ils ont pu réunir les soutiens d'une grande coalition d'acteurs au niveau sub-national pour s'engager à nouveau à mettre en œuvre les Accords de Paris à la lumière de l'annonce, par le président Trump, du retrait de ces derniers (82).

Le 11 novembre 2017, au cours de la 23<sup>e</sup> conférence de la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique à Bonn, en Allemagne, le gouverneur Brown et M. Bloomberg ont présenté, dans leur rapport *America's Pledge* (83), l'action collective de la coalition « We are still in » (84) (« Nous maintenons notre engagement ») d'Etats, de villes et d'entreprises. Le rapport a établi que les 2 300 signataires de la coalition, incluant « *un total de 20 Etats, 110 villes, et plus de 1 400 entreprises opérant aux Etats-Unis, représentant 25 billions de dollars US en capitalisation de marché et près de 1 gigatonne d'émissions de gaz à effet de serre par an, ont adopté des objectifs quantifiés de réduction des émissions* ». Collectivement, ces signataires sont responsables d'environ 17% des gaz à effet de serre aux Etats-Unis, ce qui correspond à peu près au volume d'émissions que les Etats-Unis devraient réduire par rapport aux niveaux de 2015 pour atteindre son objectif national à l'horizon 2025 (85). Le rapport indique : « *le produit national brut (PNB) combiné des villes et Etats des Etats-Unis ayant déclaré maintenir leur action conformément aux objectifs de réduction des émissions des Accords de Paris serait plus grand que 195 des 197 parties à la Convention-Cadre ; plus grand que les économies du Japon ou de l'Allemagne* ». Il calcule que les villes et Etats américains adhérant aux Accords de Paris représentent environ la moitié de la population et de l'activité économique des Etats-Unis et 35% de ses émissions, potentiellement assez pour avoir un impact substantiel sur la trajectoire des émissions nationales (86).

(82) Madeline SHEEHAN PERKINS, « The governor of California and Michael Bloomberg launched a new plan to fight climate change – with or without Trump », *Business Insider*, 12 juil. 2017, disponible sur le site Internet [www.businessinsider.com/americas-pledge-jerry-brown-michael-bloomberg-climate-change-2017-7](http://www.businessinsider.com/americas-pledge-jerry-brown-michael-bloomberg-climate-change-2017-7).

(83) Bloomberg Philanthropies, « *America's Pledge: Phase I Report States, cities, and businesses in the United States are stepping up on climate action* », nov. 2017, disponible sur le site Internet <https://www.bbbhub.io/dotorg/sites/28/2017/11/AmericasPledgePhaseOneReportWeb.pdf>.

(84) « *America's Pledge co-Chairs Mike Bloomberg and governor Jerry Brown reaffirm US commitment to Paris agreement on climate change, present report on US climate action at UN talks* », 11 nov. 2017, disponible sur le site Internet [www.wearestillin.com/news/press-release-americas-pledge-launches-phase-1-report](http://www.wearestillin.com/news/press-release-americas-pledge-launches-phase-1-report).

(85) « *United States intended nationally determined contribution* », disponible sur le site Internet [www4.unfccc.int/ndregistry/PublishedDocuments/United%20States%20of%20America%20First/U.S.A.%20First%20NDC%20Submission.pdf](http://www4.unfccc.int/ndregistry/PublishedDocuments/United%20States%20of%20America%20First/U.S.A.%20First%20NDC%20Submission.pdf).

(86) Bloomberg Philanthropies, *op. cit.*



## PERSPECTIVES D'AVENIR

En dépit des motifs d'optimisme sus-mentionnés, il convient de souligner les difficultés qu'auront les Etats-Unis à atteindre leurs engagements en matière de changement climatique en vertu des Accords de Paris. D'après les calculs de Rhodium Group, les Etats-Unis vont probablement échouer largement à atteindre leur objectif de réduction des émissions à l'horizon 2025 conformément à l'Accord de Paris (87). Ces dernières devraient se trouver de 26 à 28% en-deçà de leurs niveaux de 2005, mais la baisse projetée n'est que de 15 à 19%. D'après Climate Action Tracker, un groupe à but non lucratif réputé, les émissions des Etats-Unis pourraient même augmenter par rapport aux niveaux de 2015 à cause de l'abrogation prévue du Plan pour une énergie propre. Certaines projections font état d'émissions de 7% inférieures aux niveaux de 2005 (88).

En juin 2017, le gouverneur de la Californie Jerry Brown a déclaré que le retrait des Etats-Unis des Accords de Paris ne représentera qu'un « *recul temporaire* » dans la lutte contre le changement climatique. Cependant, la trajectoire mondiale actuelle laisse envisager un réchauffement de près de trois degrés centigrades. Chaque retard et recul dans la transition vers une économie faible en carbone et un monde durable est potentiellement porteur de lourdes conséquences écologiques. Entre-temps, si le programme du président Trump a donné à ses critiques l'énergie d'agir et ravivé l'esprit d'activisme environnemental dans l'ensemble du pays, le Parti républicain gardera sa mainmise sur l'exécutif au moins jusqu'en 2021 et les Républicains resteront aux commandes de deux chambres du Congrès jusqu'à janvier 2019 au minimum. La politique corporatiste et anti-réglementation reste fermement établie à Washington. Le démantèlement sans précédent des réglementations et les attaques contre les recherches scientifiques et la diplomatie liées au climat auront sans aucun doute des répercussions pendant les années, voire les décennies à venir (89).

(87) Kate LARSEN *et al.*, « Taking stock 2017: adjusting expectations for US GHG emissions », Groupe Rhodium, 24 mai 2017, disponible sur le site Internet [rhg.com/wp-content/uploads/2017/05/RHG\\_ENR\\_Taking\\_Stock\\_24May2017.pdf](http://rhg.com/wp-content/uploads/2017/05/RHG_ENR_Taking_Stock_24May2017.pdf).

(88) Climate Tracker, « Climate action tracker: USA », disponible à l'adresse Internet [climateactiontracker.org/countries/usa.html](http://climateactiontracker.org/countries/usa.html) (consulté le 30 nov. 2017).

(89) « California and China sign climate deal after Trump pulls US out of Paris Accord », CBC News, 6 juin 2017, disponible sur le site Internet [www.cbc.ca/news/technology/california-china-sign-climate-deal-1.4147759](http://www.cbc.ca/news/technology/california-china-sign-climate-deal-1.4147759).